

Discours de Monsieur Sébastien Lecornu

Ministre des Armées

Discussion en séance publique du projet de loi de finance pour 2023

Assemblée nationale, Paris, le 27 octobre 2022

Messieurs les Présidents de commission,
Mesdames, Messieurs, les rapporteurs,
Mesdames, Messieurs, les députés,

Répondre en 5 minutes à l'ensemble de vos interventions est naturellement impossible, on y reviendra donc dans les discussions autour des amendements, et nous sommes engagés auprès de la présidence à faire le plus court possible.

Il me revient de venir avec quelques idées simples : ce budget n'est pas un budget comme les autres puisque précisément, nous sommes observés et certains d'entre vous l'ont dit, d'abord, observés par nos concitoyens et les questions légitimes qu'ils se posent sur notre capacité collective à assumer, assurer la sécurité de la France, des Françaises et des Français, nos intérêts partout dans le monde sur l'hexagone, comme en Outre-mer.

Je veux d'abord affirmer ceci puisque certaines interventions - *c'est sûrement dû au caractère succinct des 5 minutes* - ont pu parfois introduire un doute : Oui, nos armées fonctionnent au moment où nous nous parlons, oui, nos armées sont en situation de défendre le pays, et même si nous avons beaucoup de défis qui nous attendent, ne semons pas le trouble ou le doute au moment où nous parlons.

C'est une armée engagée, c'est une armée d'emploi, malheureusement, c'est une armée avec des veuves, c'est une armée avec des blessés, c'est une armée dotée - *j'ai entendu le mot du cœur venant de Polynésie on sait l'histoire de ce territoire* - mais on sait aussi ce que nous devons aux Gaullistes, à Pierre Messmer, au Général de Gaulle sur la dissuasion nucléaire qui nous permet de nous défendre aujourd'hui et de dissuader nos compétiteurs.



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Donc il faut le redire, notre modèle d'armée est complet et il fonctionne, n'introduisons pas ce doute, pareil pour notre base industrielle et technologique de défense.

Oui, nous sommes aussi observés par nos alliés, le mot OTAN n'a pratiquement pas été utilisé une seule fois pourtant, on sait que cette alliance n'est pas consensuelle sur ses bancs et il faudra en parler entre nous dans cet hémicycle dans les mois qui viendront pour la prochaine loi de programmation militaire.

Oui, la question de la participation des alliances au sein de l'Union européenne n'est pas consensuelle, mais néanmoins, il faudra en débattre, car l'armée française n'est pas seule, elle ne peut pas se détacher et se déconnecter de l'ensemble des pays qui nous entourent.

Peu d'entre vous ont parlé d'Afrique, de lutte contre le terrorisme, vous avez un peu moqué l'indopacifique mais il n'en demeure pas moins que nous avons des alliances stratégiques avec un certain nombre de pays, comment ne pas citer : Djibouti par exemple sur lequel nous avons une relation ancienne. L'ensemble de ses contrats opérationnels comme on dit si bien au ministère des armées. Évidemment, nous sommes observés ce soir dans notre capacité. Peut-être même plus gravement encore, nous sommes observés par nos compétiteurs, les grandes puissances, certaines dotées, les grandes puissances régionales dont certaines standardises et le terrorisme.

Mais oui, Mesdames et Messieurs les députés, il nous faut réparer et au fond cette loi de programmation militaire qui va s'achever et qui au fond produit déjà beaucoup d'effet en 2023, permet cette réparation.

Vous êtes passés bien vite sur les succès notamment du programme Barracuda, sous-marin nucléaire d'attaque, les députés du Var, peut-être, y sont revenus. Évidemment le programme Scorpion, évidemment les questions de stocks avec une copie à 2 milliards d'€ pour cet exercice 2023 pour reconstituer notamment sur les munitions.

Monsieur le Député Lachaud, nous y reviendrons tout à l'heure, il n'y a pas de problème de carburant dans nos armées aujourd'hui qui sont financées en gestion, qui sont financées via l'article 5 de la LPM : ne semez pas le trouble ou le doute chez les Françaises et les Français, les armées ne manquent pas de carburant.

Investissement dans l'humain évidemment, les écoles, les familles, les anciens combattants, la ministre y reviendra dans un instant, la rémunération : ne pas



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

confondre l'indiciaire et l'indemnitaire, ne pas comparer les fonctionnaires et les militaires qui ne cotisent pas sur les mêmes périodes et les mêmes durées. Là non plus ne semons pas le doute dans le corps militaire français dont on doit être fier, donc ne semons pas ce poisson du doute qui malheureusement fais trop de mal.

En-tout-cas, Mesdames, Messieurs, les députés, ce qui nous revient en 1 minute désormais, au fond, c'est de réaliser cette réponse à cette question : "dis-moi ton danger, je te donnerai ton armée" et ça c'est évidemment l'enjeu du moment, non seulement il faut réparer mais en plus il faut prendre de l'avance sur des nouveaux défis, l'hybridité dont on a peu parlé ce soir jusqu'à présent, la guerre informationnelle, le cyber, le spatial sur lequel je sais que des amendements seront déposés dans un instant par la France Insoumise, les ruptures technologiques qui par définition couteront de plus en plus chères et donc interrogerons nos coopérations industrielles, la tyrannie des distances notamment pour nos territoires d'Outre-mer, pour assumer et assurer la souveraineté.

L'ensemble de ses sujets devront être traités avec le Parlement et ce n'est pas une promesse en l'air puisque c'est une exigence constitutionnelle et démocratique.

Enfin, d'un mot, ce budget qu'on le veuille ou non, que l'on soutienne ou non politiquement le président de la République est le budget de défense le plus important depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, donc actons-le sobrement, mais SCAF pour les uns, inflation pour les autres, j'ai l'impression qu'on a du mal à donner acte au président de la République, que nous n'avons pas attendu la guerre en Ukraine pour réarmer la France et ça ce n'était pas arrivé depuis 1981.